



SENEGAL-SOCIAL

LES ORGANISATIONS À BUT NON LUCRATIF INVITÉES À PRIVILÉGIER LA PROFESSIONNALISATION

28 octobre 2015 à 20h45min 160 1% Tags:

Saly-Portudal (Mbour), 28 oct (APS) – La directrice du partenariat avec les ONG au ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique, Aminata Bâ, a estimé mercredi que les organisations à but non lucratif devraient privilégier une dynamique de professionnalisation.

De même, elles devraient œuvrer en vue du renforcement de la reconnaissance collective de leur utilité sociale ainsi que de leur insertion dans le jeu international, a-t-elle ajouté.

Aminata Bâ prenait part, mercredi, à Saly-Portudal (Mbour, ouest), à un atelier de lancement, par l'Institut universitaire de l'entreprise et du développement (IUED), d'un master en management des ONG et des organisations à but non lucratif.

"Ces organisations, bien que poursuivant un but non lucratif, évoluent dans un univers fort concurrentiel marqué notamment par une rareté des ressources. A cet égard, il leur est nécessaire de développer de nouvelles stratégies afin de pérenniser la mobilisation des fonds et poursuivre ainsi les objectifs qu'elles se sont fixés", a-t-elle indiqué.

"L'ambition des pouvoirs publics, qui porte sur une émergence nationale dans la solidarité intergénérationnelle et la promotion des territoires, requiert nécessairement une évolution des pratiques qui, jusque-là, avaient cours. L'environnement des organisations de solidarité nationale et internationale, qui œuvrent aux côtés des gouvernements pour l'éradication de la pauvreté ne fait pas exception", a-t-elle ajouté.

Elle a relevé qu'une redéfinition des relations liant le gouvernement aux organisations à but non lucratif est intervenue dans le sens de créer un partenariat assis sur le tryptique "Performance-transparence-obligation redditionnelle".

"A cela, il est nécessaire d'ajouter une mutation au sein de l'environnement de ces organisations", a-t-elle poursuivi.

ADE/ASG

<http://www.aps.sn/actualites/societe/societe/article/les-organisations-a-but-non-lucratif-invitees-a-privilegier-une-dynamique-de-professionnalisation>



SENEGAL-ORGANISATIONS-FORMATION

LANCEMENT D'UN MASTER EN MANAGEMENT DES ONG ET DES ORGANISATIONS À BUT NON LUCRATIF

28 octobre 2015 à 20h00min 177 1% Tags:

Saly-Portudal (Mbour), 28 oct (APS) – L'Institut universitaire de l'enseignement supérieur et du développement (IUED) va ouvrir un master en management des ONG et des organisations à but non lucratif, a appris l'APS auprès des initiateurs, mercredi.

Le but visé est de former des cadres supérieurs qui vont occuper des postes de responsabilité dans les entreprises d'économie sociale et solidaire et dans le système financier décentralisé, précisent-ils.

Selon le président du Conseil d'administration de l'IUED, le professeur Ahmadou Aly Mbaye, ce master est ouvert aux titulaires du baccalauréat en L1, d'un diplôme de l'enseignement supérieur, au moins équivalent à un L3, pour une inscription master 1 ou à un master 1 pour une inscription directe en master 2.

Les candidats disposant d'une lettre de recommandation d'une ONG, d'une association ou d'une entreprise d'économie sociale et solidaire ont également un atout, selon lui.

Les candidats possédant une expérience dans le monde des ONG et associations et ceux ayant "une forte motivation" à exercer dans l'humanitaire seront prioritaires, a dit M. Mbaye, qui s'exprimait mercredi, à Saly (Mbour, ouest), lors d'un atelier de lancement dudit master.

Pour le directeur de l'enseignement supérieur privé, Abdou Sène, qui a présidé la cérémonie officielle du lancement de ce master, ce programme qui vient "enrichir" la carte universitaire du Sénégal en élargissant l'offre nationale de formation, constitue "une innovation majeure" dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle.

"Le développement de l'économie sociale et solidaire est un champ qui s'élargit de jour en jour et inclut des sujets aussi vastes que le développement communautaire, l'entrepreneuriat social, le développement durable inclusif, entre autres", a-t-il indiqué.

ADE/OID/ASG

<http://www.aps.sn/actualites/societe/education/article/vers-le-lancement-d-un-master-en-management-des-ong-et-des-organisations-a-but-non-lucratif>

MBOUR - Diversification de l'offre de la formation : L'Ucad parie sur le Master en management des Ong

Alioune Badara CISS

Actualités

30 October 2015

http://www.lequotidien.sn/index.php/component/mailto/?tmpl=component&template=shaper_newsplus&link=2a52cd829f056a704f5219e5a2f64ad93c6ad34d

Après les consultations sur l'avenir de l'enseignement supérieur tenues en 2013 où la décision majeure de redéployer la carte universitaire a été prise par le chef de l'Etat, les acteurs de l'Education se sont retrouvés à Saly dans le cadre de la diversification de l'offre de la formation pour se pencher sur le lancement du Master en Management des Ong et des organisations à but non lucratif.

Cette rencontre, organisée par l'Institut universitaire de l'entreprise et du développement en collaboration avec la Faculté libre d'études politiques et en économie solidaire de Paris, Enda et le Congad, a permis d'évaluer l'offre de formation professionnelle. Abdou Sène, directeur de l'Enseignement supérieur privé, analyse : «Aujourd'hui, nous nous sommes retrouvés pour enrichir notre offre de formation nationale. Ceci est très important dans la mesure où elle touche l'économie, un secteur où nous n'avons pas suffisamment de ressources humaines dans le secteur de l'économie sociale et solidaire.» Il explique les enjeux liés à l'introduction de cette science dans notre système éducatif : «Ce secteur tient beaucoup compte de l'utilité sociale, une forme d'économie qui ne se préoccupe pas que du profit. Ce qui est fondamental car dans nos sociétés traditionnelles on n'était dans ces formes d'économie.» Aujourd'hui, il est attendu de ce Master le développement du secteur informel pour toucher toutes les couches de la population. Ahmadou Aly Mbaye, professeur d'économie à l'Ucad et président du Conseil d'administration de l'Institut universitaire de l'entreprise et du développement, salue les performances de l'Ucad. «Malgré les difficultés auxquelles l'Université Cheikh Anta Diop fait face, elle reste performante. Car la quantité des recherches faites dans cette université le prouve. Au niveau des classements internationaux des universités, la place du Sénégal démontre cela. Car la recherche fait partie des éléments clés pour faire avoir un bon classement.» Pourquoi ? «On a une masse critique de chercheurs qui font du bon travail et qui nous valent ces performances.» Il reconnaît par contre qu'il y a des défis à relever dans certains secteurs. «C'est de pouvoir créer une interface entre la recherche et l'action notamment dans le domaine de l'économie en particulier, dans le domaine des sciences sociales et faire en sorte que les résultats de nos recherches puissent être translatés dans le domaine de l'entreprise, de la gouvernance publique mais aussi dans l'économie sociale et solidaire», précise Ahmadou Aly Mbaye. Il admet, néanmoins, que le système éducatif a

besoin de la modernité, du numérique, du marketing pour permettre aux jeunes de décrocher des emplois en rendant service à la société.

aciss@lequotidien.sn

<http://www.lequotidien.sn/index.php/societe/mbour-diversification-de-l-offre-de-la-formation-l-ucad-parie-sur-le-master-en-management-des-ong>

Jeudi, 29 Octobre 2015 20:47

: Le secteur face au défi de la formation Favori

Un programme de formation qui se propose de produire des entrepreneurs qui seront utiles à leur communauté est en gestation. Pour matérialiser cette ambition, des professeurs d'universités, des membres de la société civile, des représentants d'ONG se sont réunis, mercredi, à Saly, pour poser les jalons notamment dans le domaine de l'Economie Sociale et Solidaire.

Le Sénégal dispose d'une masse critique de chercheurs qui vaut à notre pays une grande réputation dans le gotha de l'enseignement supérieur. Mais on ne peut pas en dire autant de l'impact de ces recherches sur l'économie nationale.

« Le défi aujourd'hui c'est de créer une interface entre la recherche et l'action notamment dans le domaine des sciences sociales et de l'économie. Il faut qu'on fasse de telle sorte que les résultats de nos recherches puissent être traduits en actions opérationnelles dans les domaines de l'entreprise, de la gouvernance publique, l'économie sociale solidaire. Il faut travailler en étroite collaboration dans le domaine de la

production », fait savoir Ahmadou Aly Mbaye, professeur d'économie à l'université cheikh Anta Diop (UCAD), par ailleurs PCA de l'Institut Universitaire de l'Entreprise et du Développement.

Pour le Représentant de la FLEPES au Sénégal, Jean Pierre MONI, le mal est certainement plus profond et exige une autre radicalité.

« Comment définir et promouvoir un avenir qui ne s'appuie pas sur la marchandisation du social et de l'environnemental, mais au contraire sur la disparition des mécanismes qui produisent la pauvreté et la crise environnementale ? Comment dépasser une pensée humanitaire, celle qui envisage la survie des plus démunis et faire advenir une économie humaniste où l'humain s'épanouit dans sa richesse et sa complexité ? », s'interroge Jean Pierre MONI.

Pour lever ces questionnements, une formation commune en Economie Sociale et Solidaire, initiée par l'IUED (Institut Universitaire de l'Entreprise et du Développement) avec le soutien de la FLEPES (Faculté Libre d'Etudes Politiques et en Economie Solidaire) a été lancée. Ce programme de formation propose en plus de tout ce qui peut se trouver ailleurs en termes de management ou de mise en place de modèle économique, un certain nombre de valeurs fondamentales qui viennent de l'Economie Sociale et Solidaire.

« Je voudrais rappeler qu'en 2013 s'est tenue la concertation sur l'avenir de l'enseignement supérieur et l'une des décisions majeures qui a été prise par le chef de l'Etat est le déploiement de la carte universitaire. Et ce déploiement n'est pas seulement géographique, il est aussi en terme de diversification de l'offre de formation. Nous nous sommes retrouvés aujourd'hui pour enrichir notre offre de formation nationale dans un secteur où nous n'avons de beaucoup de ressources humaines, l'économie solidaire », souligne Abdou Sène, directeur de l'enseignement supérieur privé.

Selon le Représentant de la FLEPES, il ne s'agit pas de reproduire des modèles issus tout droit d'un capitalisme forcené qui ne respecte ni la terre, ni les êtres humains pour simplement enrichir quelques-uns. Mais, il s'agit à la fois de fixer des objectifs nouveaux où le travailleur, quel qu'il soit retrouve du sens dans ce qu'il fait parce qu'il en voit les fruits et où l'économie devient durable parce qu'elle n'épuise pas les ressources de la Création et transmet la vie aux générations à venir.

Cette formation est ouverte aux titulaires du bac pour la L1, d'un diplôme de l'enseignement supérieur, au moins équivalent à un L3 (pour une inscription en M1), ou à M1 (pour une inscription directe en M2). Par ailleurs, la procédure de la VAE (validation des acquis de l'expérience) pourra être mise en œuvre pour les agents des ONG, des Associations, Mutuelles et Coopératives totalisant un certain nombre d'années d'ancienneté et ne disposant de diplômes d'enseignement supérieur pourront sous certaines conditions être acceptés directement en licence 3 pour cette formation

El Hadji Alassane Diallo

<http://www.mbour.info/saly-portudal/item/7101-economie-solidaire--le-secteur-face-au-d%C3%A9fi-de-la-formation.html>
